

**DECRET N°2006- 632 /PRES/PM/MPTIC**  
**portant création et attributions des**  
**organes de suivi de la stratégie**  
**d'opérationnalisation du Plan de**  
**développement de l'infrastructure nationale**  
**d'information et de communication.**

**LE PRESIDENT DU FASO**  
**PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

*Visé CF N°0764*  
*15-12-06*

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2006-002/PRES/ du 05 janvier 2006 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2006-003/PRES/PM du 06 janvier 2006 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU le décret n°2002-254/PRES/PMSGG-CM du 17 juillet 2002 portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n°2006-216/PRES/PM du 15 mai 2006 portant attribution des membres du Gouvernement ;
- VU la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
- VU le décret n°2003-560/PRES/PM/MEDEV du 29 octobre 2003 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du dispositif institutionnel de suivi du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) ;
- VU le décret n°2004-485/PRES/PM du 10 novembre 2004 portant adoption de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication ;
- Sur rapport du Ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication ;
- Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 15 novembre 2006 ;

**DECRETE**

**CHAPITRE 1 : Dispositions générales**

- ARTICLE 1 :** Il est créé des organes pour le suivi et la coordination de la mise en œuvre de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication. Ce sont :
- le Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information (COPSI) ;
  - les Comités Sectoriels de Pilotage ;
  - l'Observatoire de la Société de l'Information (OSI).

## **CHAPITRE 2 : Du Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information**

**ARTICLE 2 :** Le Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information est l'organe supérieur de suivi de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication. Il a pour missions :

- d'instaurer le dialogue politique et la concertation entre les parties prenantes, à savoir l'Assemblée Nationale, les collectivités territoriales, l'administration publique, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement ;
- d'orienter, de garantir la cohérence et d'impulser la mise en œuvre de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication ;
- de créer les conditions pour une large diffusion et appropriation des technologies de l'information et de la communication dans la société ;
- de faire de ces technologies un levier pour l'atteinte des objectifs de la Politique Nationale de Bonne Gouvernance et du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

**ARTICLE 3 :** Le Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information est chargé à ce titre :

- d'arrêter les directives à caractère général ou spécifique nécessaires à la mise en œuvre, à l'approfondissement et au réajustement de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication ;
- de mettre en place le système de suivi - évaluation de la mise en œuvre de la stratégie ;
- d'apprécier les rapports d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie ;
- de fixer le calendrier d'ajustement de la stratégie ;
- d'approuver les propositions de réajustement de la stratégie résultant de l'évaluation de l'exécution de ces plans d'actions ;
- de rechercher des solutions appropriées à la résolution des problèmes inhérents à la mise en œuvre de la stratégie ;
- d'assurer les arbitrages et de définir les mesures appropriées pour lever les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de la stratégie.

**ARTICLE 4 :** Le Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information est présidé par le Premier Ministre. Il est assisté de trois (3) Vice-présidents : le Ministre chargé de l'Economie et du Développement, le Ministre chargé des Technologies de



l'Information et de la Communication et le Ministre chargé de l'Information.

**ARTICLE 5 :** Le Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information regroupe en son sein les Présidents des Commissions Sectorielles et Thématiques du dispositif institutionnel de suivi du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), les membres de la direction des Comités Sectoriels de Pilotage, les représentants de l'Assemblée Nationale, des collectivités territoriales, de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement.

**ARTICLE 6 :** La Direction Générale de la Coordination des Programmes de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication (DG/CPTIC) est chargée d'assurer le Secrétariat Permanent du Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information et de l'appuyer dans l'exécution de ses missions.

**ARTICLE 7 :** Les délibérations du Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information font l'objet d'un rapport général. Ce rapport général et les recommandations et résolutions du Conseil sont transmis au Président du Faso à titre de compte rendu.

### **CHAPITRE 3 : Des Comités Sectoriels de Pilotage**

**ARTICLE 8 :** Les Comités Sectoriels de Pilotage sont des groupes de travail spécialisés des Commissions Sectorielles et Thématiques du dispositif institutionnel de suivi du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

Ces Comités Sectoriels de Pilotage sont :

- au niveau de la Commission Sectorielle chargée des infrastructures économiques : le Comité Sectoriel de Pilotage « création d'un environnement propice à la mobilisation du potentiel des technologies de l'information et de la communication et au développement des e-emplois - cadre légal et réglementaire, infrastructures de base, expertise locale et Politique Nationale de Communication pour le Développement » ;
- au niveau de la Commission Thématique chargée de la gouvernance, des réformes institutionnelles et de la décentralisation : le Comité Sectoriel de Pilotage « e-gouvernement » ;
- au niveau de la Commission Sectorielle chargée des secteurs sociaux : le Comité Sectoriel de Pilotage « e-éducation » et le Comité Sectoriel de Pilotage « e-santé et protection sociale » ;

- au niveau de la Commission Sectorielle chargée du développement rural : le Comité Sectoriel de Pilotage « e-services pour le développement du monde rural » ;
- au niveau de la Commission Thématique chargée de la promotion du secteur privé et de la compétitivité : le Comité Sectoriel de Pilotage « e-commerce ».

#### **ARTICLE 9 :**

Chaque Comité Sectoriel de Pilotage a pour missions générales :

- de favoriser la sensibilisation, le dialogue politique et la mobilisation en faveur de la prise en compte du potentiel des technologies de l'information et de la communication dans les politiques et plans sectoriels de développement liés à la thématique du Comité ;
- de fixer aux plans national, régional et local les objectifs à atteindre à court, moyen et long terme, relatifs à la thématique du Comité ;
- d'assurer la mise en cohérence et la coordination des actions à entreprendre pour l'atteinte de ces objectifs, afin de garantir leur pertinence, leur impact sur le développement et des économies d'échelle ;
- d'examiner et de recommander l'adoption du plan d'action sectoriel relatif à la thématique du Comité et les modalités de l'intégration de ce plan d'action dans les politiques et plans de développement existants ou à venir, en vue de servir de levier pour l'atteinte des objectifs de la Politique Nationale de Bonne Gouvernance et du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté ;
- d'apprécier les rapports d'exécution du plan d'action sectoriel ;
- de recommander toute étude à caractère général ou spécifique, liée à la thématique du Comité et nécessaire à l'approfondissement de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication ;
- d'examiner et de recommander l'adoption des propositions de réajustement de la stratégie résultant de l'évaluation de l'exécution de ce plan d'action sectoriel ;
- de rechercher des solutions appropriées pour la résolution des problèmes inhérents à l'exécution du plan d'action sectoriel ;
- d'assurer les arbitrages et de définir les mesures appropriées pour lever les contraintes rencontrées dans l'exécution du plan d'action sectoriel ;
- d'apprécier le système de suivi - évaluation du plan d'action sectoriel ;
- de veiller à la prise en compte et au suivi de la mise en œuvre des engagements pris au plan mondial, régional et sous régional qui ont un lien direct avec ses missions spécifiques.



**ARTICLE 10 :**

Chaque Comité Sectoriel de Pilotage regroupe en son sein les représentants de l'Assemblée Nationale, des collectivités territoriales, de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement et est placé sous la direction de membres du Gouvernement concernés comprenant un (1) Président et deux (2) Vice-présidents.

**ARTICLE 11 :**

Les délibérations de chaque Comité Sectoriel de Pilotage doivent faire l'objet d'un rapport général, de recommandations et de résolutions, adressés au Premier Ministre, Chef de Gouvernement, à la Commission du dispositif institutionnel de suivi du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté concernée, aux Ministres concernés, aux Gouverneurs des Régions et aux Présidents des Conseils Régionaux.

**ARTICLE 12 :**

Le suivi, la coordination et l'impulsion de la mise en œuvre des délibérations, des recommandations et des résolutions des Comités Sectoriels de Pilotage au niveau de chaque région sont assurés par le Conseil Régional, qui veille à l'intégration des plans d'actions sectoriels dans les politiques et plans de développement de la Région.

**CHAPITRE 4 : De l'Observatoire de la Société de l'Information**

**ARTICLE 13 :**

L'Observatoire de la Société de l'Information (OSI) est l'organe au sein de la Direction Générale de la Coordination des Programmes de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication chargé de l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication. Il a pour missions :

- d'élaborer un système de suivi - évaluation de la mise en œuvre de cette stratégie ;
- de suivre l'évolution des indicateurs définis dans la stratégie ;
- d'assurer une veille technologique et juridique ;
- d'instaurer un débat constructif et une concertation permanente, notamment par des moyens électroniques et à travers des groupes de travail spécialisés, entre les parties prenantes à la promotion des technologies de l'information et de la communication.

**ARTICLE 14 :**

L'Observatoire de la Société de l'Information doit soumettre, une fois par an, au Conseil d'Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l'Information, un rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie d'opérationnalisation du Plan de Développement de l'Infrastructure Nationale d'Information et de Communication.

**CHAPITRE 5 : Dispositions diverses et finales**

**ARTICLE 15 :** La composition et le fonctionnement du Conseil d’Orientation stratégique de la Promotion de la Société de l’Information, de même que la composition, les attributions spécifiques et le fonctionnement des Comités Sectoriels de Pilotage et l’organisation et le fonctionnement de l’Observatoire de la Société de l’Information sont fixés ou précisés par voie réglementaire.

**ARTICLE 16 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret n° 97-160 PRES/PM du 17 avril 1997 portant institution d’un Conseil supérieur à l’informatique du Faso (CSIF).

**ARTICLE 17 :**

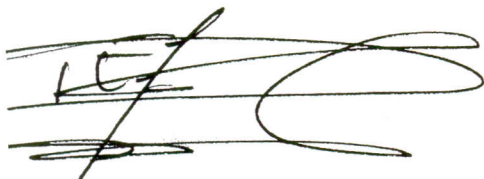
Le Ministre de l'économie et du développement, le Ministre des postes et des Technologies de l'information et de la communication, le Ministre de l'information et le Ministre des finances et du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 20 décembre 2006



**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre



**Paramanga Ernest YONLI**

Le Ministre de l'économie  
et du développement



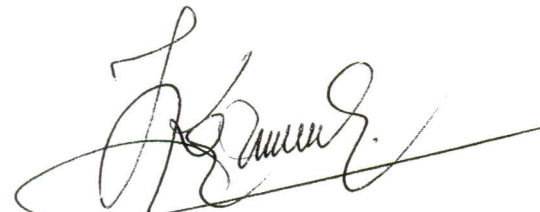
**Seydou BOUDA**

Le Ministre des postes et des  
technologies de l'information et de  
la communication



**Joachim TANKOANO**

Le Ministre de l'information



**Joseph KAHOUN**

Le Ministre des finances et du budget



**Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE**